



Un vrai coût de pompe

En un an, le prix du gazole aura augmenté de 23 %, celui de l'essence de 14 %, et cela continuera l'année prochaine nous dit-on. Certes ce n'est pas la première fois que le sujet du coût des carburants s'invite dans le débat public et génère un mécontentement très largement partagé, tant il touche la vie quotidienne des citoyens et aussi l'ensemble de la vie économique, mais il a atteint un paroxysme.

Le gouvernement plaide, pour justifier sa décision de l'augmentation du prix du baril de pétrole, que l'indispensable défi climatique s'impose à tous. Sauf que : 60 % du prix du litre est composé de taxes et que 75 % de cette somme va se noyer dans le budget général de l'Etat, le reste seulement, dans les mesures pour la transition énergétique. Comment croire alors en la sincérité de la motivation environnementale ?

Nous avons abordé ce sujet essentiel pour la vie quotidienne dans les territoires ruraux lors de notre rencontre récente avec le Premier ministre et développé l'incidence non négligeable pour les familles et sur l'économie locale. Mais le gouvernement entend ne pas dévier de sa trajectoire et reste insensible à nos observations sur la faiblesse des mesures de compensation comme le chèque énergie ou le crédit d'impôts, ou encore l'insuffisance de la prime à la conversion pour les véhicules hybrides.

Et c'est justement là que le bât blesse. De quelles alternatives disposent les territoires ruraux en particulier pour les déplacements du quotidien alors que les transports publics sont aux mieux inadaptés et aux pires inexistantes et qu'il faut, par exemple, se battre pour l'arrêt d'un train dans une gare ? Si la très grande majorité des gens a intégré la nécessité de s'attaquer au défi climatique, ils ne pourront le faire sans en avoir les moyens en amont. Or jusqu'à aujourd'hui, à part la facilité de l'augmentation de la fiscalité – réponse quasi pavlovienne de certains écologistes – et les propositions baroques ou inadaptées aux territoires ruraux comme l'usage du vélo..., on ne voit rien venir de satisfaisant en phase avec les besoins et l'importance des enjeux.

On l'a déjà vu en son temps avec la santé : bloquer le numérus clausus des médecins n'a jamais rendu les gens moins malades ; on le voit maintenant avec la mobilité : augmenter le prix du carburant ne diminuera pas le besoin de se déplacer.

Dans ces conditions, nous serons à peine surpris de trouver dans les enveloppes au moment du dépouillement des prochaines élections... des factures de carburant.